

**Gary Caldwell**

**L'anglo-Québec et la souveraineté  
de la Couronne québécoise**

La transcription intégrale du témoignage de Gary Caldwell se trouve dans le *Journal des débats* de la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté, n° 36, 7 avril 1992



## *Préambule*

On m'a demandé de me pencher sur trois questions, soit : combien d'anglo-Québécois quitteront le Québec advenant la séparation du Québec du Canada; qu'est-ce qui pourrait être fait pour les rassurer; et finalement, quels droits devrait-on leur accorder? Alors, j'alignerai mes propos en fonction de ces trois questions, faisant fi des explications et des précisions qui sont de rigueur lorsqu'on traite de sujets si complexes et si difficiles à cerner. Toutefois, en ce qui concerne le départ des anglo-Québécois, une brève mise en contexte historique s'impose.

### *1. Départs, le contexte*

Il faut savoir que, historiquement - au moins depuis la Confédération - les anglo-Québécois quittent le Québec régulièrement et en grand nombre. Lors de l'ouverture de l'Ouest canadien au tournant du siècle, il y a des cantons de l'Estrie qui ont connu la perte de la moitié de leur population anglaise entre deux recensements (par exemple de 1901 à 1911).

À ceci il faut ajouter que la population francophone a aussi connu des périodes de départs nombreux. A la fin du siècle, entre approximativement 1885 et 1910 - vingt-cinq ans - le total des départs équivalait à un tiers de la population francophone en place au Québec au début de cette période (Y. Lavoie). Les années soixante ont aussi vu une migration importante des francophones hors du Québec. Et pensons aux quelque 250 000 Québécois francophones maintenant en Floride, ceux qui préfèrent vivre hors d'un Québec non-séparé. Combien de Québécois francophones vont les rejoindre advenant la séparation du Québec? La classe politique ne le sait pas, mais une proportion importante de la population - comme le héros du Matou - rêve de s'établir aux Etats.

Toutefois, depuis la deuxième guerre, les anglophones ont été, en général, dix à quinze fois plus disposés à quitter le Québec que les francophones. Jusqu'à dernièrement, cette saignée habituelle était cachée par un renouvellement régulier nourri de trois sources : la migration d'autres provinces, l'immigration internationale anglophone et l'assimilation de francophones et d'allophones. Ces trois appuis «extérieurs» étant substantiellement réduits, les départs - même au niveau habituel - deviennent plus dramatiques.

L'ordre de grandeur des départs et l'influence des perturbations politiques nous sont révélés par ce que nous connaissons des départs dans la période 1966 à 1981. Plus de 100 000 anglophones ont quitté le Québec pendant chacun des trois lustres (période de cinq ans) de cette période de quinze ans (Termote et Gauvreau 1988, Caldwell 1992). Pendant le lustre un peu exceptionnel de 1976 à 1981, plus d'un quart des Québécois de langue maternelle anglaise avec un diplôme universitaire, et plus d'un tiers des diplômés anglophones entre 25 et 34 ans, ont quitté le Québec pour une autre province! (Gauthier 1988).

Ces départs, et le tarissement des sources de renouvellement, ont amorcé, depuis 1971, le déclin absolu de la population anglophone du Québec, et un changement de la composition de son capital humain. Cette population est devenue bi-modale : un segment avec des revenus et des qualifications supérieurs, et un segment de personnes plus démunies; le centre, la classe moyenne, a été comme creusé. Par contre, c'est une population plus stable en ce sens qu'il y a moins de roulement, et sa fécondité augmente! Mais c'est une population déclinante et démoralisée. On sait qu'au moins le quart des jeunes ont décidé, déjà, de partir; et cette proportion est probablement plus haute à Montréal.

Cependant, il faut garder à l'esprit que la raison immédiate des départs est le plus souvent économique : le manque réel ou perçu d'emplois. La situation politique vient, généralement, en deuxième.

Il est vrai que le rythme des départs s'est ralenti pendant la période 1985 à 1990; toutefois la plupart des observateurs sont d'accord pour dire qu'il y a un nouvel exode en progression présentement. Un climat pré-référendaire et une victoire «souverainiste» comme celle de 1976 amènerait, vraisemblablement, un exode au moins aussi important que celui de 1971 à 1981, c'est-à-dire une diminution d'au moins dix pour cent en termes absolus pendant la décennie 1991 à 2001. C'est sûr, beaucoup des anglo-Québécois plus mobiles sont déjà partis, mais la souveraineté en pousserait à partir plusieurs qui sont encore en place, surtout à Montréal.

## ***2. La situation à Montréal***

Effectivement, la situation à Montréal et celle hors de la région métropolitaine ne sont pas les mêmes. Il vaut la peine d'élaborer sur cette différence pour mieux répondre aux trois questions qui nous occupent.

Beaucoup de Montréalais anglophones ont été plus mobilisés par une rhétorique que j'appelle néo-libérale et qui est axée sur les questions des droits individuels dans l'abstrait, c'est-à-dire, désincarnés du contexte socio-historique où doivent vivre les individus. Ainsi leur sens de privation est plus aigu, et effectivement, ils ont plus perdu en termes de statut et emplois. Le discours se situant à l'intérieur de la logique néo-libérale, ils resteront frustrés à moins d'un retour du bilinguisme intégral, ce qui est inconcevable pour un Québec qui veut se maintenir comme société distincte (Legault 1992). Le discours de Richler est un bon exemple de cette frustration.

Plus mobiles, plus convaincus qu'ils subissent une suppression de leurs droits, ils vont partir en bonne partie de toute façon. Et ils se le doivent de partir : selon leur vision ils ne peuvent pas être heureux au Québec, même dans celui d'aujourd'hui. Donc la question de l'accession à la souveraineté n'est pas déterminante dans leur cas. C'est un milieu dont le leadership actuel ne peut plus imaginer un avenir satisfaisant à l'intérieur d'un Québec faisant ce qu'il faut pour se maintenir comme société, face aux contraintes inhérentes à sa situation géopolitique. Beaucoup de Montréalais anglophones, sauf peut-être dans certains milieux particuliers, sont en train de

quitter à mesure que leur niveau de qualifications et la disponibilité ailleurs d'emplois comparables à ceux qu'ils détiennent actuellement le permettent. Plusieurs de ceux qui pensent à partir sont par ailleurs très attachés à Montréal et reviendront peut-être.

Maintenant, l'âme et l'avenir de l'anglo-Québec n'est plus à Montréal, région où demeurent, présentement, quatre-vingt p. cent de la population anglophone du Québec. Dans leur cas, avec le leadership actuel, c'est peine perdue ... on s'est décidé à se déraciner.

### 3. *Hors de Montréal*

Bien qu'il comprenne à peine cent mille individus, l'anglo-Québec des régions se présente autrement. Chez cette population, plus enracinée culturellement et géographiquement, il y reste des vestiges de l'ancien nationalisme canadien-anglais (en opposition à un nationalisme anglophone pan-canadien). Cette population, bien qu'en contraction et également démoralisée quant à son avenir, est moins mobilisée dans la rhétorique néo-libérale, ce qui veut aussi dire moins montée contre le Québec français. Par exemple, lors du réaligement récent d'Alliance Québec par Reed Scowen, comme par *A New Vision* (une expression de ce néolibéralisme), toutes les associations de région ont pris leurs distances vis-à-vis Alliance Québec. Les anglo-Québécois des régions avaient des réserves sur ces positions parce qu'ils ont vu la promotion de l'anglais, en tant que langue seulement, comme étant une provocation envers leurs concitoyens québécois.

Cette différence culturelle se manifeste, par exemple, dans une reconnaissance de la nécessité de protéger une société francophone distincte, un plus grand attachement à la culture politique canadienne d'avant 1982, et un enracinement géographique plus profond. Tout ceci n'est pas étranger au fait que ces anglo-Québécois des régions ont effectivement plus de contacts avec des francophones.

Là où ils constituent un nombre suffisant - un seuil critique - ces anglo-Québécois des régions, bien que soumis aux mêmes pressions économiques, sont plus aptes, potentiellement, à rester au Québec. Mais, je le répète, ils sont démoralisés et disposés à prendre peur : soit sous l'influence du leadership de Montréal, soit parce qu'ils n'arrivent pas à se convaincre qu'ils sont des vrais Québécois.

### 4. *Comment les rassurer*

La population anglo-québécoise souffre d'une inquiétude activée par la rhétorique néo-libérale et par une posture défensive et quelque peu agressive de certains milieux nationalistes. Par exemple, des jeunes interrogés tout récemment par le Townshippers disent ne pas avoir été victimes de «discrimination» parce qu'ils sont anglophones, mais ils ont «entendu parler» d'une telle discrimination. Lorsqu'«Action Québec» est passé dans les Townships l'année dernière (à

la chasse aux affiches bilingues ou anglaises), leurs craintes selon lesquelles on cherche à les exclure se trouvaient à être confirmées.

Il est vrai que le milieu majoritaire québécois, au moins celui de la classe politique, n'accorde pas beaucoup de reconnaissance à l'anglo-Québec : on n'a qu'à lire le rapport Arpin où on va jusqu'à évacuer, dans le domaine des arts et de la culture, toute l'histoire qui n'est pas le fait des francophones. Dans ce rapport, on passe tout simplement par-dessus, ou à côté du Québec anglais.

On en est encore, chez plusieurs de la classe politique québécoise, à l'étape d'une mentalité de conquis. Parce qu'on se dit diminué (Cormier) par la conquête, on est défensif par rapport à tout ce qui concerne la culture du conquérant d'autrefois (Dufour 1990). La reconquête francophone du Québec n'a pas encore amené la confiance et la sérénité du conquérant. On va jusqu'à escamoter l'histoire du Québec de 1759 à nos jours. On admet difficilement que les institutions britanniques ont été pour quelque chose dans l'épanouissement du Québec français en sol américain, et on voit dans une Confédération qui a permis au Québec la consolidation d'assises politiques suffisantes pour faire la Révolution tranquille une défaite à ne pas reprendre (Dumont 1992).

Pour que des anglo-Québécois restent, ceux qui y sont disposés, il va falloir faire en sorte qu'ils puissent se voir comme citoyens à part entière. Et pour que ceci puisse être possible, il va falloir quatre dispositions dans la classe politique majoritaire.

Premièrement, il va falloir que le Québec réhabilite et valorise l'histoire du Québec anglais. Pourquoi l'histoire, plutôt que le Québec anglophone contemporain? Parce que la société québécoise elle-même ne survivra pas à moins d'avoir une visée conservatrice ... il faut conserver une société. En ce qui concerne le Québec anglais, la même logique s'applique. Il ne peut pas être question de promouvoir un Québec anglophone ou anglicisant : ce qu'il faut valoriser et réhabiliter, c'est la contribution que l'anglo-Québec a fait à la société québécoise. Une fois cela fait, l'anglo-Québec pourrait, s'il choisit de le faire, se conserver en tant que milieu québécois. La préservation du Québec, et de l'anglo-Québec, passe par la culture, ce qui veut dire par la légitimation par l'histoire.

Deuxièmement, il va falloir que l'État québécois, souverain ou non, décide qu'il représente et protège la société civile entière, et non pas seulement la nation francophone. Et, en corollaire - mais c'est un enjeu pour toute la société québécoise - il va falloir trouver le moyen de rendre la technocratie plus respectueuse de la société civile. Sans société civile, il n'y aura ni nation ni État québécois.

Troisièmement, il va falloir clarifier les règles du jeu pour que tous ceux qui voudraient participer puissent le faire. La loi 101, est-elle là pour rester ou non? Le recul vis-à-vis la loi 101 et la subséquente trahison lorsqu'on a décidé de ne plus reculer ont fait plus de dommage que si on avait laissé la loi telle quelle.

Quatrièmement, il faudrait continuer de s'appuyer sur la constitution québécoise vivante (en opposition à une nouvelle codifiée et enchâssée). Les anglo-Québécois de l'ancienne culture politique canadienne-anglaise savent que la culture politique québécoise, avec la souveraineté parlementaire et ses libertés d'inspiration britannique, ne leur est pas étrangère. La discontinuité qu'impliquerait la formation d'une république québécoise et tout ce que cela entraînerait en termes de culture politique - constitution codifiée, charte des droits, et ce qui est pire, une centralisation laissant toute la société civile en miettes aux pieds d'une technocratie étouffante (Burke 1989) - est ce qui les insécuriserait le plus.

Autrement dit, il est futile de parler de droits enchâssés pour les anglo-Québécois; on n'y croit pas. C'est plutôt la façon que la fin proclamée qui est plus importante. D'ailleurs des droits anglophones enchâssés seraient une croix que le Québec viendrait vite à regretter, s'exposant à une judiciarisation à l'infini de la question et ouvrant une voie de pénétration privilégiée pour les profondeurs de l'idéologie néo-libérale continentale ... on pourrait imaginer une situation où on se sentirait justifié d'intervenir pour libérer des anglophones privés de leurs droits. Conservons plutôt nos libertés britanniques qu'on avait appris à apprécier ... et l'anglo-Québec viendrait même à soupçonner qu'un Québec souverain pourrait offrir ce que le Canada n'est plus en mesure d'accorder.

## 5. Propositions

En termes généraux :

1. Laisser tomber le terme anglophone pour parler plutôt de l'anglo-Québec.
2. Réhabiliter l'histoire anglo-québécoise.
3. Promouvoir l'accès à une culture publique commune, véhiculée en français.
4. Contenir l'intrusion de la technocratie (francophone et anglophone) sur des institutions locales (société civile).
5. Se rebattre sur et proclamer l'engagement envers des institutions parlementaires qui ont si bien servi, et qui servent encore le Québec.

Des exemples précis :

1. Favoriser dans les écoles anglaises des cours de culture anglo-québécoise.
2. En mémoire de celui qui a su obtenir de la classe politique anglaise la préservation de la société québécoise, et qui l'a défendue contre les Américains, baptiser l'autoroute 40 la «Voie Dorchester».
3. Voir à ce que tous les élèves au primaire s'initient à une connaissance de nos institutions politiques et acquièrent une connaissance adéquate du français.
4. Voir à ce que les commissaires scolaires, les représentants de la société civile, reprennent le contrôle des commissions scolaires protestantes.
5. Lorsqu'on fête le bicentenaire des institutions parlementaires au Québec, n'ayons pas peur de dire des institutions parlementaires d'inspiration britannique.

Tout ceci revient à dire, se rebattre sur l'histoire du Québec en date de 1982 - soit avant la révolution opérée par le Canada anglais - et si le reste du Canada ne peut pas vivre avec cela, qu'il se sépare du Québec.



## ***Bibliographie***

- BURKE, Edmund. *Réflexions sur la révolution en France*, Gallimard, Paris, 1989.
- CALDWELL, Gary. «English Quebec: Demographic and Cultural Reproduction», à paraître dans *International Journal of Socio-linguistics*, New York, 1992.
- CORNEAU. *Père manquant, fils manqué*, Éditions de l'Homme, Montréal, 1989.
- DUFOUR, Christian. *Le défi québécois*, Éditions de l'Hexagone, Montréal, 1989.
- DUMONT, Fernand. Présentation à cette Commission, comme rapportée dans *Le Devoir*, le 1<sup>er</sup> et 2 avril 1992.
- GAUTHIER, Hervé. *Les migrations au Québec : aspects régionaux*, Les Publications du Québec, Québec, 1988.
- LAVOIE, Yolande. *L'immigration des Québécois aux Etats-Unis de 1840 à 1930*, Conseil de la langue française, Québec, 1979.
- LAWSON, Philip. *Imperial Challenge: Quebec, Britain and the American Revolution*, McGill-Queen's, Montréal, 1989.
- LEGAULT, Josée. *L'invention d'une minorité: les anglo-Québécois*, Boréal Express, Montréal, 1992.
- SMITH, David. «Empire, Crown and Canadian Federalism», *Revue canadienne de science politique*, vol. XXIV, no 3, septembre 1991.
- TERMOTE, Marc et Danielle GAUVREAU. *La situation démolinguistique au Québec, évolution passée et prospective*, Dossier n° 30, Conseil de la langue française, Québec, 1988.